

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAÎSSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies : . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif . . .	50 fr.	31 fr.
{ Pays à plein tarif . . .	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50
Par porteur ou par la poste,
Togo, France et Colonies : 1, fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ. TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum . . .	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Décret du 18 mars 1933**, sur l'organisation des *curatelles aux biens vacants* aux colonies. (Arrête de promulgation du 11 mai 1933). 304
- Décret du 17 mars 1933**, portant promulgation des conventions et arrangements de l'*union postale universelle* signés à Londres le 28 juin 1929. (Arrête de promulgation du 15 mai 1933). 304
- Décret du 6 avril 1933**, modifiant la composition de la commission de classement chargée de dresser le tableau d'*avancement* pour les grades supérieurs du personnel du cadre général des travaux publics et des mines des colonies. (Arrête de promulgation du 15 mai 1933). 305
- Décret du 13 mars 1933**, portant publication et mise en application provisoire de l'avenant à la convention commerciale du 13 juillet 1921 entre la France et la Finlande, signée à Paris le 20 février 1933. (Arrête de promulgation du 15 mai 1933). 306
- Dépêche ministérielle (finances) du 10 avril 1933**, relative aux états des services des fonctionnaires coloniaux. 312

ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrêté du 11 mai 1933**, fixant la date d'ouverture de la session ordinaire de mai de la commission municipale de la commune-mixte de Lomé. 312
- Arrêté du 12 mai 1933**, autorisant un prélèvement ordinaire de 1.000.000 sur les fonds de la caisse de réserve pour alimenter le titre premier des fonds d'emprunt. 313

- Arrêté du 12 mai 1933**, portant création d'une agence spéciale à Lomé-subdivision. 313
- Arrêtés des 16, 17 et 22 mai 1933**, approuvant et rendant exécutoires divers rôles primitifs afférents à l'exercice 1933. 313
- Arrêté du 17 mai 1933**, créant un dispensaire annexe à Lama-Kara. 314
- Arrêté du 17 mai 1933**, réorganisant la police sanitaire du secteur de prophylaxie de la trypanosomiasse et réglementant la circulation des individus originaires ou en provenance de ce secteur. 315
- Arrêté du 22 mai 1933**, rapportant les dispositions des arrêtés Nos 283 et 284 en date du 4 mai concernant le régime du danger imminent pour le cercle de Lomé. 315
- Circulaire du 13 mai 1933**, relative à la justice indigène. 316
- Nominations, mutations, etc... concernant le personnel** 317
- Chef du secrétariat général** 322
- Commission** 322
- Contentieux administratif** 322
- Curatelle aux successions et biens vacants** 322
- Diplôme d'aptitude professionnelle** 323
- Domaines** 323
- Avis de concours** 323
- Etat des principaux produits du crû exportés pendant le mois d'avril 1933.** 323
- Etat par espèce des produits du commerce transportés sur les chemins de fer du Togo pendant le 1^{er} trimestre 1933.** 324

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces — (Voir supplément)

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Curatelle aux biens vacants**

ARRETE N° 302 portant promulgation du décret du 18 mars 1933 sur l'organisation des curatelles aux biens vacants aux colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu la circulaire ministérielle n° 1299 du 4 avril 1933;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret en date du 18 mars 1933 qui complète l'alinéa 2 du décret du 14 mars 1890 modifié par le décret du 5 mai 1920 relatif à l'administration des successions et biens vacants.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mai 1933.

R. DE GUISE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 18 mars 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le décret du 5 mai 1920, pris en modification du décret du 14 mars 1890 dans le but de consacrer une décentralisation administrative à l'égard des successions vacantes aux colonies, n'a prévu qu'un curateur d'office par arrondissement judiciaire quel que soient leur superficie et la densité de leur population.

L'expérience a montré qu'une telle restriction présentait de sérieux inconvénients pour un grand nombre de ressorts de certaines colonies en raison de leur étendue considérable et des difficultés de communication qu'on y rencontre.

Pour remédier à cette situation, il nous a paru utile de compléter le décret susvisé du 5 mai 1920 en prévoyant, pour les chefs de colonies, la faculté de désigner des curateurs aux biens vacants dans toutes les localités où les besoins du service viendraient à l'exiger.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,

Albert SARRAUT.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 27 janvier 1855 sur l'administration des successions et biens vacants à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion;

Vu le décret du 14 mars 1890 étendant à toutes les colonies françaises les dispositions du décret du 27 janvier 1855;

Vu le décret du 5 mai 1920 modifiant celui du 14 mars 1890;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'alinéa 1^{er} de l'article 2 du décret du 14 mars 1890, modifié par l'article 2 du décret du 5 mai 1920, est complété ainsi qu'il suit :

« Les fonctions de curateur d'office sont remplies dans chaque arrondissement judiciaire par un ou plusieurs receveurs de l'enregistrement, désignés par le gouverneur général ou le gouverneur ».

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 18 mars 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Albert SARRAUT.

Union postale universelle

ARRETE N° 306 promulguant au Togo le décret du 17 mars 1933, portant promulgation des conventions et arrangements de l'union postale universelle signés à Londres le 28 juin 1929.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 17 mars 1933, portant promulgation des conventions et arrangements de l'union postale universelle signés à Londres le 28 juin 1929;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 17 mars 1933 portant promulgation des conventions et arrangements de l'union postale universelle signés à Londres le 28 juin 1929.

Lomé, le 15 mai 1933.

R. DE GUISE.

Convention et arrangement J. O. R. F. 17 avril 1933
page 3959.

Personnel du cadre général des travaux publics et des mines des colonies

ARRETE N° 307 promulguant au Togo le décret du 6 avril 1933, modifiant la composition de la commission de classement chargée de dresser le tableau d'avancement pour les grades supérieurs du personnel du cadre général des travaux publics et des mines des colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 6 avril 1933, modifiant la composition de la commission de classement chargée de dresser le tableau d'avancement pour les grades supérieurs du personnel du cadre général des travaux publics et des mines des colonies;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 6 avril 1933, modifiant la composition de la commission de classement chargée de dresser le tableau d'avancement pour les grades supérieurs du personnel du cadre général des travaux publics et des mines des colonies.

Lomé, le 15 mai 1933.

R. DE GUISE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 6 avril 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Un décret du 22 avril 1932 complétant celui du 5 août 1910 portant réorganisation du personnel des travaux publics et des mines des colonies, a institué un tableau d'avancement pour les grades supérieurs de ce personnel.

Aux termes de l'article 1^{er} de ce décret, la commission de classement siégeant à Paris, chargée de dresser ce tableau est composée comme suit :

L'inspecteur général des travaux publics des colonies, président;

Un inspecteur des colonies désigné par le directeur du contrôle;

Un membre du comité des travaux publics des colonies;

Un chef ou sous-chef de la direction du personnel, mais il m'a paru qu'il conviendrait également de lui adjoindre un délégué du directeur des affaires politiques.

Par corrélation, il y aurait lieu de substituer la désignation « un délégué » du directeur du personnel à celle de chef ou de sous-chef de cette direction.

J'ai, en conséquence, fait préparer un projet de décret complétant et modifiant en ce sens les dispositions du décret précité du 22 avril 1932 et j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien le revêtir de votre signature si vous partagez ma manière de voir.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,

Albert SARRAUT.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 5 août 1910 portant réorganisation du personnel des travaux publics et des mines des colonies autres que l'Indochine et la Réunion et tous textes modificatifs, ou complémentaires subséquents, notamment le décret du 22 avril 1932 instituant un tableau d'avancement pour les grades supérieurs de ce personnel;

Sur le rapport du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La composition de la commission de classement siégeant au ministère des colonies, fixée au deuxième paragraphe de l'article 1^{er} du décret du 22 avril 1932, savoir :

L'inspecteur général des travaux publics des colonies, président;

Un inspecteur des colonies désigné par le directeur du contrôle;

Un membre du comité des travaux publics des colonies;

Un chef ou sous-chef de la direction du personnel, est modifiée et complétée comme suit :

L'inspecteur général des travaux publics des colonies, président;

Un inspecteur des colonies désigné par le directeur du contrôle;

Un membre du comité des travaux publics des colonies;

Un délégué du directeur des affaires politiques;

Un délégué du directeur du personnel.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au journal officiel et au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 6 avril 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Albert SARRAUT.

Convention commerciale franco-finlandaise

ARRETE N° 308 promulguant au Togo le décret du 13 mars 1933, portant publication et mise en application provisoire de l'avenant à la convention commerciale du 13 juillet 1921 entre la France et la Finlande, signé à Paris le 20 février 1933.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 13 mars 1933, portant publication et mise en application provisoire de l'avenant à la convention commerciale du 13 juillet 1921 entre la France et la Finlande, signé à Paris le 20 février 1933;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 13 mars 1933, portant publication et mise en application provisoire de l'avenant à la convention commerciale du 13 juillet 1921 entre la France et la Finlande, signé à Paris le 20 février 1933.

Lomé, le 15 mai 1933.

R. DE GUISE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 8 de la loi du 16 juillet 1875;

Vu la loi du 29 juillet 1919;

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères, du ministre du commerce et de l'industrie, du ministre de l'agriculture, du ministre du budget, du ministre de l'intérieur et du ministre des colonies;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'avenant à la convention commerciale du 13 juillet 1921 entre la France et la Finlande, signé à Paris le 20 février 1933 et dont la teneur suit, sera inséré au journal officiel et sera mis en application provisoire à partir du 15 mars 1933 en attendant son approbation par le sénat et la chambre des députés.

AVENANT à la convention commerciale du 13 juillet 1931 entre la France et la Finlande, signé à Paris le 20 février 1933.

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République finlandaise, désireux d'améliorer les échanges entre les deux pays, et tenant compte de la situation économique actuelle, ont décidé, en attendant que les circonstances permettent un règlement plus complet de leurs relations économiques, d'apporter à la convention de commerce du 13 juillet 1921 les modifications ci-après :

ARTICLE PREMIER. — L'article 6 de la convention du 13 juillet 1921 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les vins mousseux d'origine française, et notamment les champagnes, ne seront pas, à leur entrée en Finlande, grevés de droits de douane supérieurs à ceux qui frappent les vins et autres boissons ne contenant pas plus de 15 p. 100 d'alcool en volume.

« En ce qui concerne la tarification douanière, il y aura égalité de traitement entre les cognacs, armagnacs et rhums et les autres alcools destinés à la consommation sans distillation préalable en Finlande, à l'exception des eaux-de-vie blanches de grain et de pomme de terre de production des pays limitrophes de la Finlande, ainsi que du Danemark et de la Pologne.

« La charge résultant du droit de douane et des taxes intérieures supportées par les cognacs vendus sous le nom de leurs exportateurs ne sera en aucun cas, directement ou indirectement, plus lourde que celle dont sont grevés les autres cognacs mis en vente avec ou sans réduction de degré.

« Aucune discrimination ne pourra exister entre les vins et spiritueux importés et les boissons de fruits et spiritueux indigènes quant à la perception de taxes intérieures sur la vente, la circulation et la consommation des produits.

« Les vins et spiritueux originaires de France bénéficieront en Finlande, en ce qui concerne l'importation, la fixation des prix de revente et de débit, la vente, la circulation et la consommation, d'un traitement aussi favorable que celui qui est réservé aux vins et spiritueux importés de tout autre pays.

« Les vins et spiritueux français ne seront pas soumis à des restrictions spéciales qui auraient pour résultat de comprimer les importations françaises.

« Par l'entremise du monopole et sous son contrôle, les représentants des maisons françaises pourront recevoir des échantillons et les présenter à la clientèle privée.

« Pour la vente des vins et spiritueux, ils pourront, en outre, au nom des maisons qu'ils représentent, présenter à la clientèle des prospectus et faire toute publicité non contraire aux lois.

« Nonobstant les stipulations précédentes, il est entendu que l'achat, la vente et le débit des vins et spiritueux appartiennent exclusivement au monopole.

« Le monopole veillera à ce que les étiquettes des boissons de fruits et de baies mises en vente fassent clairement ressortir qu'il ne s'agit pas de produits de la vigne.

ART. 2. — Chacune des hautes parties contractantes s'engage à admettre les certificats délivrés par les laboratoires officiels de l'autre partie contractante comme preuve que les produits originaires de ce dernier pays correspondent aux prescriptions de la législation intérieure de ce pays.

La liste des laboratoires de chimie officiels chargés dans chaque pays de la délivrance des certificats d'analyse sera communiquée par chacun des deux gouvernements à l'autre, dans un délai aussi bref que possible à partir de la mise en vigueur de la présente convention.

Les hautes parties contractantes détermineront en commun les garanties nécessaires à exiger pour assurer l'identité de la marchandise exportée et de l'échantillon soumis à l'analyse. Elles se mettront d'accord, en outre, sur les autorités qui délivreront les certificats en question, sur leur contenu, leurs conditions fondamentales, et la manière de procéder au prélèvement des échantillons.

Chacune des hautes parties contractantes conserve le droit de faire procéder, le cas échéant, et notamment en cas de suspicion de fraude, à toute vérification utile, afin de constater l'identité de la marchandise, nonobstant la production du certificat d'analyse ci-dessus prévu.

Au cas où le certificat d'analyse attestera que les

a) Sont ajoutées les positions suivantes :

NUMEROS du tarif finlandais	DESIGNATION DES PRODUITS	DÉTAXE p. 100.	NUMEROS du tarif finlandais	DESIGNATION DES PRODUITS	DÉTAXE p. 100.
471 b	Pâtes alimentaires	90		cette position, mais pour d'autres usages que la décoration des lampes et appareils d'éclairage du même genre	50
273	Tissus de laine pesant 300 grammes le mètre carré ou davantage et contenant des fils de soie pure ou mélangée, la proportion de soie n'excédant pas 3 p. 100 du poids du tissu	66	468 a	Morceaux de cuirs vernis ou de cuirs autres que cuirs à semelles et trépointes pesant au plus 2 kilogrammes nets, mais pas moins de 1 kilogramme, morceaux de cuirs vernis pesant plus de 2 kilogr. nets.	50
274 a	Feutres foulés de laine, même mélangés de matières textiles végétales, pesant au plus 200 grammes au mètre carré	50	468 b	Morceaux de cuirs autres que cuirs à semelles et trépointes, également morceaux de cuirs vernis pesant net moins de 1 kilogr., mais pas moins de 500 grammes	50
275 a	Les mêmes pesant plus de 200 grammes, mais pas plus de 500 grammes	50	468 c	Les mêmes pesant moins de 500 grammes nets : 1. Chevreau pour la fabrication des chaussures	52
276 a	Les mêmes, pesant plus de 500 grammes	50		2. Autres	50
Ex. 288	Gants de tricot de coton ou de tricot d'autres matières textiles végétales	100	490 a	Pneus d'automobiles et de motocyclettes, sans tringles	10
Ex. 288	Gants de tricot de laine, même mélangés à d'autres matières textiles que la soie	100		Les mêmes pour bicyclettes	10
459 b	Perles fausses de verre ou de porcelaine, ou d'imitation de verre ou de porcelaine, garnitures de perles, leurs accessoires et autres ouvrages de perles concernant				

produits naturels y mentionnés ont droit à une appellation d'origine reconnue par la législation de leur propre pays, ces produits seront dispensés, à leur importation dans l'autre pays, de la production des documents délivrés par l'autorité compétente du pays d'origine constatant le droit aux appellations d'origine.

Les produits vinicoles français accompagnés des coupons détachés des pièces de régie qui prouvent leur droit à une appellation d'origine, seront dispensés de la présentation d'un certificat d'analyse.

Le gouvernement français notifiera au gouvernement finlandais le modèle desdits coupons.

ART. 3. — Il est entendu que les mesures de protection et de répression visées aux articles 15 et 16 de la convention du 13 juillet 1921 sont étendues aux cas où il s'agira de factures, papiers de commerce et lettres de voitures portant des signes quelconques évoquant des appellations d'origine employées abusivement.

Ces dispositions ne font pas obstacle à ce que le vendeur appose son nom et son adresse sur le conditionnement du produit, ses factures, ses papiers de commerce et lettres de voiture. Toutefois, il sera tenu, à défaut d'appellation régionale ou locale, de compléter cette mention par l'indication, en caractère apparent, du pays d'origine du produit chaque fois que, par l'apposition du nom et de l'adresse, il pourrait y avoir confusion avec une région ou une localité située dans un autre pays.

ART. 4. — Dans la liste A de la convention du 13 juillet 1931, sont introduites les modifications suivantes :

b) Sont modifiées les positions suivantes :

NUMEROS du tarif finlandais	DESIGNATION DES PRODUITS	DÉTAXE p. 100	NUMEROS du tarif finlandais	DESIGNATION DES PRODUITS	DÉTAXE p. 100
162	Eaux minérales	90	474	Ouvrages de cuir :	
270	Tapis non noués, en imitation de peluche, en pièces ou découpés	90		Chaussures :	
278	Peluche et tissus de velours découpés ou en pièces de soie pure ou mélangés avec d'autres matières textiles :			Tournées, autres espèces que celles re- couvertes de soie ou de demi-soie, égale- ment chaussures pesant au plus 400 gram- mes la paire :	
	a) Soie pure	90		a) Chaussant	60
	b) Soie mélangée	100		b) Autres que chaussants, que chaus- sures d'enfants et que sandales	40
	Tissus non dénommés :		475	Chaussures de cuir verni	70
279	Soie pure :			Savons :	
	a) Soie naturelle	90	828	De parfumerie, de toilettes et autres espè- ces analogues, savons médicaux, savons liquides ou mous, en tubes, flacons et autres emballages similaires de toutes sortes, savons transparents	100
	b) Soie artificielle	100			
280	Soie mélangée	100	868	Essence d'amande amère, terpinol, safrol et menthol, héliotropine, commarine, musc et autres produits aromatiques non dé- nommés par ailleurs, employés en par- fumerie, ainsi que les autres huiles essen- tielles végétales volatiles non spéciale- ment nommées, naturelles ou fabriquées.	
285	Rubans, cordons et passementerie de pelu- che et de velours en soie pure	100		a) Menthol, terpinol, essence d'anis, d'eucalyptus, de fenouil, de cannelle, de krusmynt, de girofle, de menthe, de ro- marin, de santal, de sassafras, de moutarde et d'aiguilles de pin	95
286	Les mêmes soies mélangées	100		b) Autres espèces	95
	Dentelles, tissus de dentelles et tulles non mentionnés ailleurs :		873	Poudres, fards, poudres dentifrices, pâtes dentifrices et autres articles cosmétiques ou de parfumerie ne pouvant être rangés sous une autre rubrique, tels qu'envelop- pes, sachets, encens pour parfumer les appartements, etc.	100
	De coton ou d'autres matières végétales non spécialement désignées :		943	Articles de bijouterie, de toutes sortes, à l'exclusion de ceux en or, argent et pla- tine, tels que bracelets, broches, boutons de chemises, épingles à cravates, colliers et chaînes de montres, boucles de cha- peaux, barrettes et autres parures pour les cheveux, ne pouvant être classés dans d'autres catégories, boutons de manchet- tes, ou de manche, crochets à montres, porte-montres, ainsi qu'autres articles de parure destinés à l'usage personnel	100
288	Tulles à rideaux d'autres espèces que ceux de 50 centimètres et plus	90			
291	De soie même mélangée à d'autres ma- tières	100			
299	Bonneterie de soie pure d'autres espèces	100			
	Articles textiles mêlés de caoutchouc, im- perméables, même couverts ou imprégnés d'autres matières que le caoutchouc; ou- vrages confectionnés avec ces articles, également toile émeri :				
	Tissus et autres articles textiles recouverts de caoutchouc, imprégnés de, ou assem- blés avec de la dissolution de caoutchouc, ou avec une couche intermédiaire de caoutchouc; articles textiles élastiques de toutes sortes contenant des fils de caout- chouc :				
317	Entièrement ou en partie en soie	90			
323	Corsets entièrement ou en partie en soie	90			
	Vêtements et ouvrages de couture, non spé- cifiés :				
327	De soie pure	100			
328	En demi-soie	100			

ART. 5. — La liste B de la convention du 13 juillet 1921 est complétée par les positions suivantes :

NUMÉROS du tarif français.	DESIGNATION DES PRODUITS	NUMÉROS du tarif français.	DESIGNATION DES PRODUITS
17 bis	Viandes préparées de porc, de bœuf ou autres.		énumérées ci-dessus, moulurés ou non polis.
18 bis	Gibier mort truffé ou non.		Pierres autres : monuments funéraires, moulurés non polis ou à moulures polies, y compris ceux en écaussine, moulurés non polis.
21	Peaux brutes, fraîches ou sèches, grandes ou petites.		Carreaux ayant une face sciée, moulurée ou polie.
22	Pelleteries brutes.		Pierres lithographiques brutes sciées ou façonnées.
34 A	Œufs de volailles, d'oiseaux et de gibier : En coquille.		178 quater A Pierres à aiguiser, à affiler ou à affûter.
35 ter	Lait concentré complet ou écrémé sans sucre.	Ex. 205 bis	Fer et acier :
35 quater	Le même additionné de sucre.		Ferro-alliages ou alliages ferro-métalliques :
Ex. 84 A	Fruits, de table ou autres, frais non forcés, non dénommés, y compris les figues de cactus, les prunelles et les baies de myrtilles et d'airelles.		A. — Ferro-manganèse.
Ex. 86	Fruits de table ou autres, confis ou conservés :		B. — Ferro-aluminium et ferro-silico-aluminium.
	Ex. B au sucre ou au miel :		C. — Ferro-silicium.
	Myrtilles et airelles.		D. — Silico-spiegel riche et manganosilicium.
	Ex. C conservés au naturel, à l'état entier ou non :		E. — Ferro-chromé.
	Dans un liquide sucré non alcoolique :		F. — Ferro-titane, ferro-silico-titane, ferro-tungstène, ferro-silico-tungstène renfermant plus de 5 p. 100 de titane, ou de tungstène, selon le cas.
	Myrtilles et airelles.		G. — Ferro-bore, ferro-molybdène, ferro-tantale, ferro-uranium, ferro-vanadium et autres ferro-alliages contenant un métal rare dans la proportion de plus de 5 p. 100, ainsi que les ferro-silico-alliages correspondants (ferro-silico-vanadium, etc).
	Sans sucre ni sirop ni alcool.		
	Myrtilles et airelles.	O. 375	Cellophane pure.
Ex. 172 bis B	Jus ou moits de fruits et de baies non dénommés ailleurs.	341 bis	Faïences sanitaires ou grès sanitaires en terre commune ou fine.
	Autres :	350	Gobeletterie de verre ou de cristal.
	Sans alcool, ni sucre cristallisable ;	461	Papier ou carte autre que de fantaisie.
	Myrtilles et airelles.	461 bis	Papier de tenture.
Ex. 175	Marbres statuariers ou autres ;	462 bis	Cartons moulés, armés ou non, etc.
	Bruts ou équarris.	463	Cartons découpés ou façonnés.
	Sciés, ayant d'épaisseur :	463 bis	Fibre vulcanisée (carton dit américain), produits similaires.
	16 centimètres au plus.	464	Cartons assemblés en boîtes.
	De 4 à 16 centimètres exclusivement.	465	Cahiers, carnets, calepins, etc.
	Moins de 4 centimètres.	quinquies	Les mêmes cartonnés et reliés.
	Sculptés, polis, moulurés ou autrement ouverts :	Ex. 510 E	Tuyaux et conduits en papier bitumé.
	Carreaux ayant une face sciés, moulurés, ou polis.		Machines motrices à combustion interne ou à explosion, etc.
	Autres que sculptés, moulurés, tournés, ouvrés en pendules, coupes, etc.	Ex. 510 F	Moteurs à huile lourde.
176 ter	Monuments funéraires et parties de ces monuments en granit (porphyroïde ou autres, non compris l'écaussine) (1).		Moteurs pour navigation.
Ex. 177	Pierres ouvrées y compris les pierres de construction ouvrées :		
	Sculptées.		
	Moulurées ou polies :		
	Granit porphyroïde ou autres, non compris l'écaussine : monuments funéraires et parties de ces monuments		

(1) Les droits du tarif minimum ne seront applicables aux marchandises reprises sous cette position qu'à partir du 1^{er} juillet 1933.

NUMÉROS du tarif français.	DESIGNATION DES PRODUITS	NUMÉROS du tarif français.	DESIGNATION DES PRODUITS
Ex. 522	Machines pour l'agriculture et l'horticulture : Autres : Barattes mécaniques.	Ex. 592 et 592 bis	Meubles autres qu'en bois courbé : Autres que sièges de toutes espèces de bois, pièces et parties isolées : Moulurés, vernis, cirés. Autres.
Ex. 537	Outils emmanchés ou non, en fonte, en fer ou en acier : Limes et râpes, taillées ou piquées, finies ou non.	Ex. 594	Baguettes et moulures en bois : Brutes, plâtrées ou enduites à la détrempe.
559	Ouvrages en fer ou en acier : Serrurerie : Serrures.	603 quater B	Placages et contreplacages (2).
500 bis	Fonds de siège ou de dossier, palmettes, banquettes, etc., plaqués ou contrepla- qués (1).	603 quater C	Autres ouvrages en bois.
Ex. 591	Meubles autres qu'en bois courbé : Sièges : Ayant un seul motif de sculpture ou moulurés, cirés ou vernis. Autres.	617	Bateaux de rivière de toutes dimensions (3).
		618 bis	Yachts et bateaux de plaisance de rivière.
		618 ter	Embarcations automobiles, à moteurs élec- triques ou à explosion.
		646	Articles de bimbeloterie et leurs pièces dé- tachées travaillées : Engins sportifs (sans mouvement mé- canique, à vapeur, d'horlogerie ou au- tres) et pièces détachées.

(1) Les droits du tarif minimum ne seront applicables aux marchandises reprises sous cette position qu'à partir du 1^{er} novembre 1933.

(2) Sous réserve des dispositions du protocole de signature.

(3) Les droits du tarif minimum ne seront applicables aux marchandises reprises sous cette position qu'à partir du 1^{er} juillet 1933.

ART. 6. — Sont supprimées de la liste C de la convention du 13 juillet 1921, les positions suivantes qui, en vertu de l'article précédent, font désormais partie de la liste B :

NUMÉROS du tarif français	DESIGNATION DES PRODUITS	DÉTAXE p. 100.	NUMÉROS du tarif français	DESIGNATION DES PRODUITS	DÉTAXE p. 100.
Ex. 177	Pierres ouvrées, sculptées, moulurées ou polies	50	Ex. 580 bis	Fonds de sièges ou de dossiers plaqués ou contre-plaqués en bois tendre y compris le bouleau (1)	70
Ex. 360	Gobeletterie de verre et de cristal : unis ou moulés, blanche ou de couleur naturelle.	50	Ex. 581	Sièges ayant un seul motif de sculpture, cirés ou vernis, autres	50
	Teintée dans la masse et unicolore	50	Ex. 582	Meubles autres que sièges, plaqués ou con- tre-plaqués de toute espèce de bois, pié- ces et parties isolées : Moulurés vernis cirés ou autres	50
	Rodée, taillée ou gravée autrement que pour effacer les traces de l'attache dite Pontil	50	Ex. 582 bis	Meubles autres que sièges, massifs et pié- ces et parties isolées, moulurés, vernis ou cirés, autres	50
	Décorée d'or, de couleur ou autrement	50	Ex. 584	Baguettes et moulures en bois, brutes plâ- trées ou enduites à la détrempe	50
Ex. 481	Papiers ou cartes autres que ceux indiqués à la liste B.	50	603 quater	Autres ouvrages en bois (1)	50
481 bis	Papiers de tenture.	60	Ex. 618 ter	Embarcations automobiles à moteur, en bois.	50
482 bis	Carton moulé, armé ou non, dit papier ma- ché, carton pierre et ornements pour la décoration.	60			
463	Carton découpé, rainé ou façonné brut	60			

(1) Toutefois, les marchandises reprises sous cette position bénéficieront jusqu'au 1^{er} novembre 1933 du tarif intermédiaire résultant de la convention du 13 juillet 1921.

ART. 7. — Le présent accord sera ratifié et l'échange des instruments de ratification aura lieu à Paris.

Bien qu'il constitue un avenant à la convention du 13 juillet 1921, il pourra cependant être dénoncé indépendamment de ladite convention après un préavis de deux mois.

En foi de quoi, les plénipotentiaires sous-signés, dûment autorisés, ont signé le présent avenant et y ont apposé leur cachet.

Fait à Paris en double exemplaire, le 20 février 1933.

Signé : Paul BONCOUR.

— Louis SERRE.

— Harri HOLMA.

PROTOCOLE DE SIGNATURE.

Ad article V (Liste B).

N° 522 du tarif français. — Le gouvernement français prendra les dispositions nécessaires pour que soit assurée, au moment de la mise en vigueur de l'avenant, l'application du tarif minimum, à l'importation en France, aux pièces détachées des écrémeuses et barattes reprises au n° 522 du tarif français suivant les articles du tarif sous lesquels rentrent normalement lesdites pièces détachées.

Il est entendu que l'importation des pièces détachées susvisées ne peut être effectuée que par les bureaux de Rouen et de Strasbourg.

N° 603 *quater* B du tarif français. — Les marchandises finlandaises reprises sous cette position ne bénéficieront du tarif minimum qu'après la majoration des droits de ce tarif ou l'établissement d'un contingent à l'importation.

Tant qu'une modification ne sera pas intervenue dans l'un ou l'autre sens, le régime applicable à ces articles restera celui qui résulte de la convention du 13 juillet 1921 (liste C).

Ad article VII.

Nonobstant les dispositions de l'article 7, les hautes parties contractantes se réservent la faculté de mettre le présent avenant en application provisoire antérieurement à sa ratification à une date qu'elles détermineront d'un commun accord.

Signé : Paul BONCOUR.

— Louis SERRE.

— Harri HOLMA.

DECLARATION ANNEXE N° 1

La délégation française déclare, au nom de son gouvernement, qu'à partir de la mise en vigueur du présent avenant et en application des dispositions de l'article 2 du décret français du 1^{er} août 1931, complété et modifié par les articles 2 et 3 du décret du 9

décembre 1931, concernant la surtaxe compensatrice de l'écart des changes, cette surtaxe est supprimée à l'égard des importations finlandaises, tant en France que dans les colonies assimilées.

En outre, considérant que les monnaies finlandaises et françaises sont actuellement dans le rapport de 100/261 (1 mark = fr. 0.383) les deux parties conviennent de ne point soumettre leurs importations respectives au jeu de la surtaxe compensatrice de change, tant que cette proportion sera maintenue. Ces dispositions s'appliqueront également au cas où, par suite de la dévalorisation de l'une ou de l'autre monnaie, les termes de ce rapport seraient altérés dans une proportion qui n'excéderait pas 20 p. 100.

Il est entendu toutefois, qu'au cas où cette proportion serait dépassée, où les marchandises de l'un des pays seraient soumises à une surtaxe compensatrice à l'importation dans l'autre, cette mesure sera étendue, dans les mêmes conditions, aux marchandises de tous les pays placés dans la même situation monétaire.

DECLARATION ANNEXE N° 2

Lors de la signature en date de ce jour de l'avenant à la convention commerciale franco-finlandaise de 1921, la délégation finlandaise, au nom de son gouvernement, a fait les déclarations suivantes adhérant audit avenant et concernant le régime à appliquer aux vins et spiritueux d'origine française.

Au cas où le privilège dont bénéficient les boissons de fruits et de baies et les spiritueux indigènes, du fait de la différence entre le taux des droits d'accise ou autres taxes intérieures dont est grevée leurs fabrications et le taux des droits de douane perçus sur les vins et spiritueux importés, ainsi que du fait d'une aggravation de la différence entre leurs prix, viendrait à entraver la vente et le débit normaux de ces derniers. Les deux hautes parties contractantes étudieraient, d'un commun accord, les moyens propres à remédier à la situation.

Le régime du cognac sera assimilé à celui du whisky et le régime des rhums français sera assimilé à celui des rhums de pays tiers quant au débit de ces boissons dans les différentes classes d'établissement ayant le droit de débit.

Dans la fixation de la marge de bénéfice des débiteurs, le monopole s'assurera que les différentes marques d'un même produit ou les produits répondant à un même usage sont traités sur un pied d'égalité dans les établissements de même classe.

Le monopole s'engage à fournir toutes marques de vins et spiritueux figurant sur ses catalogues en usage aux particuliers et aux établissements ayant l'autorisation de débiter la catégorie de vins ou de spiritueux à laquelle ces marques appartiennent.

Le stock de ces marques de vins et de spiritueux doit être, en temps utile, renouvelé et complété, le monopole tenant compte, à cet effet, des demandes

de la consommation, de façon à ce que les demandes ne présentant pas un caractère d'exception puissent recevoir satisfaction.

Conformément à l'article 11 du décret du 23 mars 1932 et au règlement qui en a fixé les conditions d'application, si une marque française réclamée par des particuliers ne figure pas sur les catalogues en usage, le monopole la fera venir de France.

Les livraisons du monopole seront faites dans les flaconnages de la dimension d'usage, c'est-à-dire dans les magasins de détail au besoin en demi-bouteilles ou demi-litres et dans les débits au besoin en demis, quarts, sixièmes ou huitièmes de bouteille ou de litre.

ART. 2. — Le ministre des affaires étrangères, le ministre du commerce et de l'industrie, le ministre de l'agriculture, le ministre du budget, le ministre des finances, le ministre de l'intérieur et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 31 mars 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des affaires étrangères,
Paul BONCOUR.

Le ministre du commerce et de l'industrie,
Louis SERRE.

Le ministre de l'agriculture,
Henri QUEUILLE.

Le ministre du budget,
Lucien LAMOUREUX.

Le ministre des finances,
Georges BONNET.

Le ministre de l'intérieur,
Camille CHAUMPS.

Le ministre des colonies,
Albert SARRAUT.

Etat des services des fonctionnaires coloniaux

DEPECHE MINISTERIELLE en date du 10 avril 1933
du ministre des finances à monsieur le ministre des colonies. Direction du personnel et de la comptabilité
— 1^{er} bureau.

Par lettre en date du 14 mars dernier, vous avez bien voulu me signaler les inconvénients résultant de l'application d'anciennes circulaires du département de la marine, l'une du 31 octobre 1850, l'autre du 27 septembre 1854, prescrivant que les états des services des fonctionnaires coloniaux doivent recevoir, avant d'être utilisés pour la liquidation de leur pension, l'approbation des intéressés.

Vous exposez que, si ces circulaires ont eu un objet qui se justifiait à l'époque, il n'en est plus de même

aujourd'hui et qu'en raison des économies dont bénéficieraient les budgets coloniaux du fait que les délais d'instance de retraite se trouveraient abrégés il serait souhaitable que soit abandonnée l'application de ces textes.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en égard aux considérations exposées et dans le but, d'autre part, de soumettre aux mêmes règles, en ce qui concerne la constitution de leur dossier de pension, les fonctionnaires coloniaux et les fonctionnaires métropolitains, je suis d'avis, ainsi que vous le proposez, de considérer les circulaires précitées comme étant tombées en désuétude.

Il y a lieu de remarquer d'ailleurs que, même sans approbation préalable, de leur part, du décompte de leurs services, il est loisible aux fonctionnaires retraités, dans le cas où le décompte leur paraît erroné de formuler toute réclamation utile dans le délai prévu par l'article 66 de la loi du 14 avril 1924.

Pour le ministre et par autorisation,
le conseiller d'Etat,
directeur de la dette inscrite,
AMET.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Commission municipale

ARRETE N° 303 fixant la date d'ouverture de la session ordinaire de mai de la commission municipale de la commune-mixte de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution de communes-mixtes au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes-mixtes du Togo, complété par l'arrêté du 22 février 1933;

Sur la proposition de l'administrateur-maire de Lomé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La date d'ouverture de la session ordinaire de mai de la commission municipale de la commune-mixte de Lomé est fixée au mercredi 17 mai 1933.

ART. 2. — L'administrateur-maire de la commune-mixte de Lomé est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mai 1933.

R. DE GUISE.

Caisse de réserve

ARRETE N° 304 autorisant un prélèvement ordinaire de 1.000.000 sur les fonds de la caisse de réserve pour alimenter le titre premier des fonds d'emprunt.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment en son article 262;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Un prélèvement ordinaire de un million de francs (1.000.000) sera affecté sur la caisse de réserve du Territoire pour faire face à une insuffisance momentanée des fonds du titre premier de l'emprunt.

ART. 2. — Ce prélèvement donnera lieu à une inscription d'ordre au titre du chap. IV — art. 1 — paragraphe 1 du budget d'emprunt, exercice 1933 (recettes d'ordre proprement dites).

Le remboursement devra en être opéré par le comptable-chef de l'emprunt dès réception des fonds de la troisième tranche.

ART. 3. — Le présent arrêté sera publié, communiqué et enregistré partout où besoin sera.

Lomé, le 12 mai 1933.

R. DE GUISE.

Création d'une agence spéciale

ARRETE N° 305 portant création d'une agence spéciale à Lomé-Subdivision.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté 138 F du 30 décembre 1921 transférant l'agence spéciale de Lomé-Banlieue à Tsévié et créant un agent intermédiaire pour la subdivision de Lomé;

Vu l'instruction du 22 février 1928 concernant le fonctionnement des agences spéciales;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve de l'approbation ultérieure des ministres des colonies et des finances;

Vu l'urgence;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rapporté l'arrêté n° 193 du 24 mars 1933 créant une agence spéciale.

ART. 2. — Il est créé une agence spéciale pour la subdivision de Lomé chargée de percevoir les impôts dont le recouvrement n'est pas réservé au comptable du trésor et de payer les dépenses urgentes et les salaires ou mémoires de tâcherons relatifs aux travaux exécutés dans le ressort de la subdivision.

ART. 3. — L'encaisse maximum de cette agence est fixée à 100.000 francs.

ART. 4. — L'agence intermédiaire, la caisse de menues dépenses et la caisse d'avance de la prison existant à Lomé sont supprimées.

ART. 5. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 16 mai 1933, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 12 mai 1933.

R. DE GUISE.

Rôles supplémentaires

Par arrêtés des :

16 mai 1933. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs et supplémentaires afférents à l'exercice 1933 détaillés ci-après :

N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE LA CONTRIBUTION	MONTANT
130	Commune Mixte de Lomé	Impôt personnel indigène	15.587,62
131	—	Rachat des prestations (européens)	8.820,00
132	—	Taxe d'hygiène	16.600,00
133	—	Impôt personnel (européens)	63.953,27
134	—	Perception taxes véhicules (européens)	3.885,00
135	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	200,00
136	—	Taxe sur les véhicules (1 ^{er} rôle supplémentaire)	196,00
137	—	Taxe sur les armes perfectionnées (1 ^{er} rôle supplémentaire).	88,00

N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE LA CONTRIBUTION	MONTANT
138	Subdivision	Taxe sur les armes perfectionnées (1 ^{er} rôle supplémentaire).	100,00
139	Commune Mixte	Rachat des prestations (indigènes)	1.224,00
140	—	Taxe d'assistance médicale (indigènes)	6.800,00
141	Subdivision	Impôt personnel (européens)	657,10
142	—	Rachat des prestations (européens)	120,00
143	—	Taxe d'hygiène	200,00
144	De Tsévié	Impôt personnel (européens)	1.322,28
145	—	Rachat des prestations (européens)	300,00
146	—	Taxe d'hygiène (européens)	500,00

La date de mise en recouvrement est fixée au 17 mai 1933.

17 mai 1933. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs afférents à l'exercice 1933 détaillés ci-après :

N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE LA CONTRIBUTION	MONTANT
147	Anécho	Impôt personnel indigène (catégorie supérieure).	17.460,00
148	—	Assistance médicale indigène (catégorie supérieure).	8.730,00
149	—	Rachat des prestations (catégorie supérieure).	4.284,00

La date de mise en recouvrement est fixée au 20 mai 1933.

22 mai 1933. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs afférents à l'exercice 1933 détaillés ci-après :

N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE LA CONTRIBUTION	MONTANT
150	Anécho	Impôt taxe d'hygiène.	1.000,00
151	—	Assistance médicale indigène (catégorie supérieure).	1.000,00
152	—	Rachat des prestations	744,00
153	—	Impôt personnel (européens et indigènes) (revenus supérieurs à 10.000)	4.828,11

La date de mise en recouvrement est fixée au 26 mai 1933.

Dispensaire

ARRETE N° 316 créant un dispensaire annexe à Lama-Kara.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 11 août 1921 réglementant le fonctionnement des services sanitaires et médicaux au Togo;

Vu l'arrêté du 22 juin 1932 ouvrant définitivement des hôpitaux, une léproserie, des colonies-agricoles de lépreux et des dispensaires annexes;

Sur la proposition du chef du service de santé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'hôpital indigène de Lama-Kara est supprimé.

ART. 2. — Il est ouvert à Lama-Kara un dispensaire annexe qui est rattaché au secteur de prophylaxie et de traitement de la trypanosomiasis.

ART. 3. — Le médecin-chef du dispensaire de Lama-Kara est placé sous l'autorité du médecin-chef du secteur de prophylaxie et de traitement de la trypanosomiase.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 mai 1933.

R. DE GUISE.

Police sanitaire

ARRETE N° 317 réorganisant la police sanitaire du secteur de prophylaxie de la trypanosomiase et réglementant la circulation des individus originaires ou en provenance de ce secteur.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 24 mars 1923 portant réglementation au Togo des peines disciplinaires;

Vu le décret du 11 novembre 1929 relatif à la santé publique au Togo;

Vu l'arrêté du 9 juillet 1929 mettant en observation sanitaire la subdivision de Lama-Kara (cercle de Sokodé) contaminée de trypanosomiase et réglant le mode de circulation des indigènes originaires de cette zone; ensemble l'arrêté du 27 septembre 1930 le complétant;

Sur la proposition du chef du service de santé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La subdivision de Lama-Kara et les cantons de Bafilo, Soudou et Koumondi du cercle de Sokodé sont déclarés contaminés de trypanosomiase humaine et placés sous le régime de l'observation sanitaire.

Cette région du Territoire prend la dénomination de « secteur de prophylaxie et de traitement de la trypanosomiase ».

Le service médical spécial y est assuré par un médecin qui prend le titre de médecin-chef du secteur de prophylaxie et de traitement de la trypanosomiase.

Il peut être assisté d'un autre médecin.

ART. 2. — Aucun indigène ne peut être autorisé à sortir de la région désignée à l'article précédent s'il n'est porteur d'un laissez-passer, établi depuis moins d'un mois par les autorités médicales du secteur et certifiant qu'il n'est pas atteint de trypanosomiase.

On doit entendre par « non atteint de trypanosomiase », les indigènes reconnus sains après examen clinique et microscopique et ne présentant, en particulier, aucune adénopathie pouvant être rattachée à la trypanosomiase.

ART. 3. — Tout indigène originaire ou en provenance des villages compris dans le secteur de prophylaxie et de traitement de la trypanosomiase et résidant hors de ce secteur doit soumettre tous les six mois son laissez-passer au visa des autorités médicales du lieu de sa résidence.

Celui qui est trouvé sans laissez-passer ou en possession d'un laissez-passer visé depuis plus de six mois doit être signalé immédiatement à l'autorité administrative qui le présente aussitôt au médecin. S'il est reconnu indemne de trypanosomiase, le médecin selon le cas lui délivre un laissez-passer ou vise celui dont il est porteur; s'il est reconnu trypanosomé, il doit se soumettre sur place au traitement prescrit par l'autorité médicale.

ART. 4. — Les particuliers européens ou indigènes utilisant, dans leurs entreprises ou plantations, les services d'individus originaires ou en provenance du secteur de prophylaxie sont tenus, dans les 15 jours de l'engagement, de déclarer à l'autorité administrative du lieu de leur résidence les noms, prénoms et villages d'origine de leurs employés, et s'ils sont porteurs du laissez-passer réglementaire.

ART. 5. — Il est interdit tant aux particuliers qu'aux entrepreneurs, de transporter des indigènes originaires ou en provenance du secteur de prophylaxie non munis du laissez-passer réglementaire ou porteurs d'un laissez-passer périmé.

ART. 6. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par les commandants de cercles, les chefs de subdivisions et tous autres agents commissionnés à cet effet par le Commissaire de la République.

Elles sont passibles des pénalités édictées par le décret sus-visé du 11 novembre 1929.

ART. 7. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent arrêté, notamment celles des arrêtés des 9 juillet 1929 et 27 septembre 1930 sus-visés.

ART. 8. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 mai 1933.

R. DE GUISE.

Danger imminent

ARRETE N° 326 rapportant les dispositions des arrêtés N°s 283 et 284 en date du 4 mai concernant le régime du danger imminent pour le cercle de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté 413, en date du 3 août 1932 fixant les mesures destinées à prévenir ou à faire cesser les épidémies de typhus amaryl au Togo;

Vu le télégramme officiel en date du 4 mai 1933 du gouverneur de la Gold-Coast, signalant un cas de fièvre jaune à Kéta;

Vu l'arrêté n° 283 en date du 4 mai plaçant le cercle de Lomé sous le régime du danger imminent;

Vu l'arrêté n° 284 en date du 4 mai 1933 mettant en observation sanitaire les navires provenant de Kéta;

Aucun cas nouveau de fièvre jaune n'étant signalé à Kéta;

Sur la proposition du chef du service de santé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le régime du danger imminent pour le cercle de Lomé cesse à partir du 23 mai à 7 heures.

ART. 2. — Les dispositions prévues par les arrêtés 283 et 284, en date du 4 mai 1933, sont rapportées.

ART. 3. — Le commandant du cercle de Lomé et le chef du service de santé, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 22 mai 1933.

R. DE GUISE.

Justice indigène

CIRCULAIRE à messieurs les commandants de cercle.

Il m'a été permis de constater, à maintes reprises, que certains commandants de cercle, n'apportent pas dans l'envoi des copies des jugements rendus en matière de justice indigène, toute la célérité désirable. Ce retard met pratiquement le procureur de la République dans l'impossibilité d'exercer le droit de former un pourvoi conformément à l'art. 57, parag. 2, du décret du 22 novembre 1922.

Je vous rappelle, aussi, à cette occasion, que vous ne devez pas omettre de faire parvenir à ce magistrat à la fin de chaque mois, une des copies du relevé mensuel que le président du tribunal de subdivision doit adresser au commandant de cercle (art. 95 du même décret) et le relevé de tous les jugements du tribunal de cercle, de même conformément à l'art. 58 du décret, vous devrez adresser d'office au procureur de la République, en même temps que la copie du jugement, le dossier complet de l'affaire lorsque le jugement devra être soumis d'office au tribunal d'appel et d'homologation.

J'attire, d'autre part, votre attention sur les prescriptions des dispositions des articles 55 et 46 du décret de 1922, qui sont trop souvent perdues de vue bien qu'extrêmement importantes; il s'agit là, non plus de formalités secondaires, mais de la sauvegarde de la liberté individuelle. Ainsi, le procureur de la République a constaté que des commandants de cercle

faisaient incarcérer, au sortir même de l'audience du tribunal, des condamnés qui avaient le droit de faire appel, ou dont le jugement de condamnation devait être soumis à la censure du tribunal d'appel et d'homologation. Or, l'article 55 est formel : en matière répressive, l'exécution des jugements est suspendue pendant toute la durée de la procédure d'appel et d'homologation. D'autre part, la règle de l'article 46 est absolue : tout prévenu doit être jugé dans les huit jours de son arrivée au siège du tribunal; si des renvois sont nécessaires, ils doivent être prononcés par jugements, lesquels, dit le décret, seront motivés. Il est évident que dire seulement : « attendu que l'instruction n'est pas terminée... » n'est pas un motif suffisant, le procureur de la République se verrait dans l'obligation de déférer immédiatement au tribunal d'appel et d'homologation, pour insuffisance de motifs, tout jugement rendu dans ces conditions.

Le chef du parquet a constaté, aussi, que certains commandants de cercle, continuaient à prononcer des condamnations à des dommages intérêts, en monnaie anglaise; je vous prie, d'inviter les plaideurs à transformer à l'avenir leur demande en monnaie française et de ne prononcer de condamnations qu'en francs.

En outre, il a relevé dans de nombreux jugements, des hésitations au sujet de l'application des décimes et de la contrainte par corps. Je résume ci-dessous les règles en la matière, telles qu'elles résultent des textes applicables et de la jurisprudence du tribunal d'appel et d'homologation. La distinction essentielle est la suivante :

a) Le prévenu est condamné à l'amende par application de la loi française; cette amende sera automatiquement majorée de 50 décimes. La contrainte par corps devra être calculée sur le total : 1° — du principal de l'amende; 2° — des 50 décimes; 3° — des frais (s'il y a lieu); 4° — de la taxe prévue par l'arrêté du 20 novembre 1932.

b) Le prévenu est condamné à l'amende par application de la coutume. Ici, aucune majoration de décimes. La durée de la contrainte par corps devra être calculée sur le total : 1° — du principal de l'amende; 2° — des frais (s'il y a lieu); 3° — de la taxe prévue par l'arrêté précité.

Je dois encore vous signaler que des jugements portent, à tort, la mention de l'appel, alors qu'ils n'en sont pas susceptibles. Ce n'est pas un cas de nullité, mais c'est induire en erreur le condamné que de lui dire qu'il peut faire appel, alors qu'il n'a pas ce droit. Par trois jugements motivés, en date du 23 mars 1933, le tribunal d'appel et d'homologation, confirmant sa jurisprudence antérieure, a décidé qu'il n'y a *jamais* appel en matière criminelle. Il n'y a appel des jugements des tribunaux de cercle que si les quatre conditions suivantes sont réunies :

1° — Si l'infraction est une de celles qui sont prévues par les paragraphes B, C, D et E de l'article 34, (jamais d'appel pour les crimes; parag. a).

2^e — Si la condamnation prononcée est une peine de prison d'au moins 6 mois et de 3 ans au plus; (pas d'appel pour les infractions prévues dans l'un quelconque des paragraphes de l'article 34; si la condamnation est par exemple soit à 3 mois, soit à 4 ans de prison).

3^e — Si le délai de 10 jours (art. 52) est observé.

4^e — S'il s'agit d'un jugement contradictoire.

Enfin, il n'y a pas lieu de subordonner l'appel au versement de la taxe établie par l'arrêté du 20 novembre 1932; c'est au tribunal qui jugera l'appel qu'il appartiendrait de prononcer cette taxe, qui d'ailleurs est de droit et s'applique d'office.

Lomé le 13 mai 1933.

R. DE GUISE.

NOMINATIONS. MUTATIONS ETC.

CONCERNANT LE PERSONNEL

PERSONNEL EUROPÉEN

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Nominations

Par arrêté du :

6 mai 1933. — Les nominations suivantes sont prononcées dans le cadre du chemin de fer du Togo :

M. WALLON Henri, est nommé sous-chef de dépôt avant 2 ans,

M. SERRE Pierre, est nommé ouvrier d'art stagiaire,

M. REMY Alfred, est nommé ouvrier d'art stagiaire,

M. WATTEAU Louis, est nommé ouvrier d'art stagiaire,

M. PLANCQ Emile, est nommé agent comptable stagiaire,

M. AGNIEL Jean, est nommé chef de district stagiaire.

Titularisations

Par arrêté du :

6 mai 1933. — Sont titularisés dans leur emploi :

Ouvriers d'art avant 18 mois :

SERRE Pierre, avec un rappel de 7 ans, 2 mois 19 jours,

REMY Alfred, avec un rappel de 2 ans, 4 jours,

WATTEAU Louis, avec un rappel de 2 ans.

Agent comptable avant 18 mois :

PLANCQ Emile, avec un rappel de 2 ans, 7 mois 5 jours.

Chef de district avant 18 mois :

AGNIEL Jean, avec un rappel de 5 mois 4 jours.

Rappels pour services militaires

Par arrêté du :

6 mai 1933. — En exécution des lois militaires, les rappels et majorations d'ancienneté suivants sont attribués aux agents nommés dans le cadre des chemins de fer du Togo :

	AU TITRE DE LA LOI DU 1 ^{er} AVRIL 1923	AU TITRE DE LA LOI DU 17 AVRIL 1924	AU TITRE DE LA LOI DU 9 DÉCEMBRE 1927
WALLON Henri, sous-chef de dépôt avant 2 ans.	1 an 11 mois 18 jours		
SERRE Pierre, ouvrier d'art avant 18 mois.	3 ans	2 ans 9 mois 4 jours	2 ans 5 mois 15 jours
REMY Alfred, ouvrier d'art avant 18 mois.	3 ans		4 jours
WATTEAU Louis, ouvrier d'art avant 18 mois.	3 ans		
PLANCQ Emile, agent comptable avant 18 mois.	3 ans	5 mois 23 jours	1 mois 12 jours
AGNIEL Jean, chef de district ayant 18 m.	1 an 5 mois 4 jours		

Passages automatiques

Par décisions des :

6 mai 1933. — A la suite des rappels d'ancienneté pour services militaires à eux accordés par l'arrêté du 6 mai 1933, la situation de certains des agents nommés dans le cadre du chemin de fer du Togo, par l'arrêté du 6 mai 1933, s'établit comme suit :

M. SERRE Pierre, passe ouvrier d'art après 54 mois, et conserve 2 ans 8 mois 19 jours d'ancienneté dans cet échelon.

M. REMY Alfred, passe ouvrier d'art avant 36 mois et conserve 6 mois 4 jours d'ancienneté dans cet échelon.

M. WATTEAU Louis, passe ouvrier d'art avant 36 mois et conserve 6 mois d'ancienneté dans cet échelon.

M. PLANCQ Emile, passe agent comptable avant 36 mois et conserve 1 an 1 mois 5 jours d'ancienneté dans cet échelon.

18 mai 1933. — M. DELAPIERRE René, chef surveillant avant 2 ans du cadre des travaux publics de l'A. O. F.

qui réunissait dans cet échelon au 1^{er} juillet 1932 2 ans, 2 mois, 23 jours d'ancienneté et le séjour colonial réglementaire, passe à l'échelon supérieur de solde après 2 ans à compter de cette date, avec rappels de traitement et conserve dans cet échelon une ancienneté pour services militaires de 2 mois, 23 jours.

Engagements

Par décision du :

13 mai 1933. — Madame THIVOLLE est agréée en qualité de dame sténo-dactylographe et affectée au bureau des affaires politiques.

Elle aura droit en cette qualité à une rétribution mensuelle de mille francs (1.000 frs).

Par décision du :

6 mai 1933. — Le bénéfice de la solde prévue en faveur de M. REMY Alfred, à l'art. 1^{er} de l'avenant à son contrat d'engagement en date du 3 mars 1933 et de M. WATTEAU Louis à l'art. 3 du contrat d'engagement en date du 5 décembre 1931, est conservé aux intéressés admis dans le cadre supérieur des chemins de fer du Togo en qualité d'ouvriers d'art avant 36 mois jusqu'au moment où leur avancement dans le grade leur confèrera une solde égale ou supérieure.

Affectations

Par décisions des :

9 mai 1933. — M. GINET, agent sanitaire contractuel, arrivé à Lomé le 30 avril 1933 par *s/s Amérique*, est mis à la disposition du chef du service de santé.

10 mai 1933. — M. THIVOLLE, géomètre contractuel, retour de congé, attendu à Lomé le 11 mai 1933, par *s/s Touareg*, est mis à la disposition du receveur de l'enregistrement des domaines et du timbre.

12 mai 1933. — M. BONNARD, chef de gare du cadre commun supérieur des chemins de fer de l'A.O.F. remplira pendant l'absence de M. BLANCHARD, titulaire d'un congé administratif, les fonctions de chef du service de l'exploitation p. i. qu'il cumulera avec celles de chef du contrôle et des recettes.

13 mai 1933. — M. BERLIE, adjoint des services civils, précédemment en service au bureau des services financiers, est mis à la disposition du commandant de cercle de Lomé.

M. BODOR, médecin capitaine des troupes coloniales nouvellement désigné pour servir au Territoire, attendu à Lomé vers le 17 mai 1933, par *s/s Foucauld*, est mis à la disposition du chef du service desanté pour être affecté au secteur de prophylaxie de la trypanosomiasse.

15 mai 1933. — M. LAUQUE, adjoint des services civils, à la disposition de M. le commandant de cercle de Lomé, est nommé agent spécial de Lomé.

En cette qualité, il conservera jusqu'à nouvel ordre le bénéfice de l'indemnité de responsabilité prévue à l'arrêté du 29 juin 1929 qui lui était octroyée en tant qu'agent intermédiaire.

M. TOQUÉ, contrôleur des douanes, nouvellement désigné pour servir au Territoire, attendu à Lomé vers le 17 mai 1933 sur *s/s Foucauld* est mis à la disposition du chef du service des douanes.

17 mai 1933. — M. MARY Raoul, administrateur de 1^{re} classe des colonies, retour de congé, attendu à Lomé vers le 17 mai 1933, sur *s/s Foucauld* est nommé commandant de cercle de Klouto en remplacement de M. CERVEAUX, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, commandant de cercle à titre provisoire.

M. CERVEAUX reste à la disposition du commandant du cercle de Klouto en qualité de premier adjoint.

Mutations

Par décisions des :

19 mai 1933. — M. TOQUÉ Louis, contrôleur de 3^e classe des douanes est nommé chef du bureau des douanes de Lomé en remplacement de M. BARBARROUX René, vérificateur hors classe, appelé à d'autres fonctions.

20 mai 1933. — M. LHUISSIER Louis, chef ouvrier des travaux publics, actuellement en service à la subdivision des T. P. Lomé-Anécho est mis à la disposition du commandant du cercle de Klouto.

M. CACCARELLI, Félix, surveillant principal des travaux publics de l'A. O. F., en service détaché au Togo, actuellement à la disposition du commandant du cercle de Klouto, est mis à la disposition du commandant du cercle d'Atakpamé.

Congés

Par décision du :

17 mai 1933. — Un congé administratif de 6 mois pour en jouir à Paris XV^e (129 rue Lecourbe) est accordé à M. CERVEAUX Omer, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage en 1^{re} classe 2^e catégorie pour la France lui est en outre délivré sur le paquebot *Asie* attendu à Lomé vers le 16 juin 1933.

Passages

Par décisions des :

10 mai 1933. — Une réquisition de passage Lomé-Bordeaux, est accordée à M. LICAUSI ex-agent contractuel ainsi qu'à sa femme sur le paquebot *Amérique*, attendu à Lomé vers le 16 mai 1933, 2^e classe 3^e catégorie.

17 mai 1933. — Une réquisition de passage en 1^{re} classe (1^{re} catégorie B) est accordée à M^{me} SARRAZIN, femme d'un médecin contractuel pour se rendre de Lomé à Bordeaux par le paquebot *Foucauld* attendu à Lomé vers le 30 mai 1933.

Indemnités

Par décisions des :

9 mai 1933. — M. RODIERE Pierre, adjoint principal des services civils, chef de la subdivision de Bassari (cercle de Sokodé), est autorisé à utiliser sa voiture automobile pour les besoins du service.

M. RODIERE Pierre, propriétaire d'une voiture Overland 14 C.V. aura droit à une indemnité de 1 fr. 20 par kilomètre parcouru conformément aux dispositions prévues dans l'arrêté n° 606 du 28 octobre 1931.

15 mai 1933. — M. GAILLAGUET, conducteur des travaux agricoles en service à Lomé, est autorisé à utiliser sa voiture automobile pour les besoins du service.

M. GAILLAGUET, propriétaire d'une voiture automobile Citroën 9 C.V. aura droit pour compter de la date de signature de la présente décision, à une indemnité de 1 fr. par kilomètre parcouru, conformément aux dispositions prévues dans l'arrêté N° 606 du 28 octobre 1931.

En raison des fonctions particulières de l'intéressé, il percevra une indemnité forfaitaire mensuelle de 75 frs. pour ses déplacements à l'intérieur du périmètre urbain de Lomé.

L'indemnité forfaitaire mensuelle de 120 frs. accordée à M. PIERRON par la décision du 8 décembre 1932 est ramenée à 75 frs.

Constatactions d'infractions

Par décision du :

17 mai 1933. — M. LAUGIER, adjoint technique principal des travaux publics est commissionné à l'effet de constater les infractions à la réglementation et l'usage des voies publiques au Togo.

Préalablement à toute constatation, il prêtera serment devant le tribunal de première instance de Lomé.

PERSONNEL INDIGÈNE

Nominations

Par arrêté du :

11 mai 1933. — Le garde d'hygiène de 3^e classe MOUSSA KÉITA, est nommé à la 1^{re} classe de son grade par application des dispositions des articles 5 et 7 de l'arrêté du 8 avril 1933.

17 mai 1933. — Les nommés AMOUZOU Gabriel et AHOUOU AKOVI, pourvus du diplôme du cours complémentaire sont agréés dans le cadre des moniteurs de l'enseignement privé (mission catholique), en qualité de moniteurs stagiaires.

Engagement

Par décision du :

9 mai 1933. — Est engagé en qualité de conducteur-auxiliaire à solde journalière de 7 francs, le nommé AYAO Blaise, à compter du 25 avril 1933.

Radiations

Par arrêtés des :

10 mai 1933. — Est rayé du contrôle le surveillant de routes de 2^e classe TABALORI, décédé à Sokodé le 3 mai 1933.

11 mai 1933. — M. COMLAN Paulin, est rayé du cadre de moniteur de l'enseignement officiel pour compter du 22 avril 1933, date de son admission dans le cadre d'inspecteurs-auxiliaires de police.

Démission

Par arrêté du :

11 mai 1933. — Est acceptée à compter du 1^{er} mai 1933, la démission de son emploi, offerte par l'ouvrier de 2^e classe ADAYI TOVIÉGNIKOU.

Révocations

Par arrêtés des :

9 mai 1933. — Est révoqué de ses fonctions à compter du 27 janvier 1933 le préposé de 7^e classe BELLOU Joseph.

Est révoqué à compter du 27 janvier 1933 le préposé de 7^e classe BOB Etienne.

15 mai 1933. — L'ouvrier de 6^e classe des travaux publics DOVI Jean Joseph, en service à Aného est révoqué de ses fonctions à compter du 7 mars 1933.

Affectations

Par arrêté du :

17 mai 1933. — Le moniteur stagiaire AHOUOU AKOVI est affecté à l'école de Tsévié.

Par décisions des :

15 mai 1933. — Le commis-expéditionnaire de 8^e classe, EBENEZER KPOTI, en service au S. C. chemin de fer central togolais, est affecté au cabinet du Commissaire de la République.

Le commis-expéditionnaire de 5^e classe LAWSON Jacob est mis à la disposition de M. le chef du service des travaux publics.

17 mai 1933. — L'infirmier de 5^e classe FOLLY Thomas, détaché en stage au secteur de prophylaxie de la trypanosomiase à Pagouda, est remis à la disposition du médecin chef de la subdivision sanitaire d'Atakpamé.

Le surveillant auxiliaire de 2^e classe KOUAKOU à la disposition du chef surveillant JALLAIS est affecté au bureau de Palimé pour compter du 20 mai 1933.

Le surveillant auxiliaire de 2^e classe NANDOMA à la disposition du chef surveillant JALLAIS est chargé du repliement de ligne Atakpamé — Blita.

La décision n° 86 du 31 janvier 1933 portant affectation au bureau de Palimé du surveillant auxiliaire de 1^{re} classe HONGLO AGBÉGNIGAN est annulée.

22 mai 1933. — L'infirmier de 4^e classe VINCENT MEVI, en service à Palimé, est affecté aux travaux neufs durant le congé de l'infirmier LAWSON.

Rappel d'ancienneté

Par arrêté du :

17 mai 1933. — Les bonifications d'ancienneté pour services militaires suivantes sont accordées dans leur emploi actuel aux plantons dont les noms suivent :

Plantons de 7^e classe :

HOUNTONDI AGBANGLA : 2 ans, 8 mois, 23 jours,

TOSSOU HINDE : 2 ans, 7 mois, 1 jour.

Congés

Par décisions des :

6 mai 1933. — Un congé pour maladie de 30 jours avec traitement du 14 avril au 13 mai 1933, est accordé à M. Georges AMES, maître-ouvrier des travaux publics, pour en jouir au Territoire.

Une prolongation de congé pour maladie de 30 jours avec traitement du 3 mai au 1^{er} juin 1933 inclus, est accordée au commis des P. T. T. de 2^e classe ANTHONY Benjamin pour en jouir au Togo.

Un congé de 20 jours avec traitement du 1^{er} au 20 juin 1933 inclus, est accordé au garde-frontière de 2^e classe NAJOMBE ICAKPE, en service à la douane (Segbé) pour en jouir à Bassari (cercle de Sokodé et à Mango).

9 mai 1933. — Un congé de 90 jours, avec traitement, du 1^{er} juin au 29 août 1933 inclus, est accordé au planton de 7^e classe HOUNTONDI AGBANGLA, en service au bureau des services financiers, pour en jouir à Savalou (Dahomey).

Une prolongation de congé de 15 jours, pour maladie, avec traitement, du 1^{er} au 15 mai 1933 inclus, est accordée à l'instituteur auxiliaire de 1^{re} classe EDORH Thomas, pour en jouir à Glidji (Anécho).

12 mai 1933. — Un congé de 30 jours, avec traitement du 22 mai au 20 juin 1933 inclus, est accordé à M. AFANCHAO BENTHO ouvrier de 8^e classe, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir à Anécho.

17 mai 1933. — Un congé de 45 jours, avec traitement du 18 mai au 1^{er} juillet 1933 inclus, est accordé à M. POFAGI Marcel, facteur de 1^{re} classe, en service à Anécho (exploitation), pour en jouir au Territoire.

18 mai 1933. — Un congé pour maladie de 30 jours avec traitement du 14 mai au 12 juin 1933, est accordé à M. Georges AMES, maître-ouvrier des travaux publics, pour en jouir au Territoire.

19 mai 1933. — Un congé de 30 jours, avec traitement du 1^{er} au 30 juin 1933 inclus, est accordé à M. ARIPIPU Albert, ouvrier de 5^e classe, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir à Palimé (Klouto).

22 mai 1933. — Un congé de 60 jours avec traitement, du 1^{er} juin au 30 juillet 1933, est accordé à l'infirmier de 5^e classe CHRISTIAN TEVI LAWSON, en service aux travaux neufs pour en jouir à Anécho.

Concours

Par décision du :

13 mai 1933. — Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté n° 635 du 7 novembre 1928 un concours s'ouvrira à Lomé le 1^{er} juin 1933 pour l'accession au grade d'aide médecin.

Le nombre des places mises au concours est fixé à une.

La liste des candidats admis à concourir est arrêtée comme suit, conformément aux demandes d'inscription émanant des intéressés :

PAGONOU Jean, infirmier de 1^{re} classé en service aux travaux neufs.

MENSANH Gottfried, infirmier de 1^{re} classe en service à Atakpamé.

NIKOUÉ Clément, infirmier 1^{re} classe en service à Pagouda.

TIGOË Joseph, infirmier major de 5^e classe en service à Asahoun.

Indemnité pour bicyclette

Par décision du :

13 mai 1933. — Les agents et journaliers indigènes ci-après désignés, en service dans le secteur de la lutte contre la maladie du sommeil, sont autorisés à utiliser leur bicyclette pour les besoins de leur service :

WALLABREGUE Robert, commis-expéditionnaire, Gaston NISSAO, KPATIA KARO et TIÉDOE KANDJA, microscopistes observateurs.

Ils auront droit à ce titre à l'indemnité représentative fixe de quinze francs par mois payable dans les conditions prévues par les arrêtés en vigueur.

Gratification

Par décision du :

17 mai 1933 — Une gratification de 150 frs. (cent cinquante frs.) est accordée au garde de 2^e classe BAKAIDIA, N° Mle 401, du peloton de Mango, « pour avoir fourni un effort remarquable en assurant l'exécution de travaux de route difficiles à Kantouare (cercle de Mango) ».

FORCES DE POLICE

Rengagements

Par arrêté du :

18 mai 1933. — Sont rengagés dans les forces de police :

a) Pour 3 ans à compter du :

12 mai 1933. — MOUSSA PATCHA, milicien 1^{re} classe Mle M/171, de la compagnie de milice.

11 juin 1933. — BORMA, brigadier 1^{re} classe Mle 899, du peloton de Sokodé.

b) Pour 1 an à compter du :

12 mai 1933. — GBASSE, garde 2^e classe Mle 778, du peloton de Mango.

Est rengagé pour 3 ans comme garde de 2^e classe, N° Mle 933, et reste affecté au peloton d'Anécho, p. c. du 1^{er} juin 1933, le garde de 1^{re} classe SAMBA TARAORE, licencié pour compression d'effectif par arrêté n° 20 du 10 janvier 1933.

Ce garde reversera la prime de licenciement de 1.500 francs (mille cinq cents francs) qui lui a été accordée en vertu de l'arrêté n° 227 du 26 avril 1930.

Congés

Des congés avec traitement et gratuité de transport (aller & retour) sont accordés aux gardes dont les noms suivent :

30 jours : ADOHI, garde de 1^{re} classe Mle 153, du peloton de Mango, pour en jouir à Bafilo (Sokodé).

45 jours : GBASSE, garde de 2^e classe Mle 778, du peloton de Mango, pour en jouir à Lama-Kara (Sokodé).

Le garde de 2^e classe YENTE, Mle 663, du peloton d'Atakpamé, titulaire d'un congé de 30 jours (arrêté n° 248 du 24 avril 1933), est autorisé à se faire accompagner de sa femme.

Punitions

Une punition de 30 jours d'arrêts de rigueur dont 15 avec retenue de solde est infligée au sergent TOMBOGA, n° Mle M/238, de la compagnie de milice, pour « faute grave en service ».

Une punition de 15 jours de prison dont 8 avec retenue de solde est infligée au milicien stagiaire SIDO BILOU, de la compagnie de milice pour « ivresse et scandale au camp ».

Révocations

Sont révoqués pour mauvaise manière habituelle de servir, à compter du :

8 mai 1933. — AYABA, garde de 2^e classe Mle 471, du peloton d'Atakpamé;

11 mai 1933. — SILOMANA, garde de 2^e classe Mle 815, du peloton d'Anécho.

Affectations

Sont affectés pour compter du 1^{er} juin 1933 :

a) au peloton de Mango :

DIENGA, garde de 1^{re} classe Mle 930, de la compagnie de milice.

b) au peloton de Klouto :

ADAM, garde de 1^{re} classe Mle 931, de la compagnie de milice.

c) au peloton d'Atakpamé :

KOUANDAN, garde de 2^e classe, Mle 483, du peloton des travaux neufs,

ADJAI, garde de 2^e classe, Mle 889, du peloton des travaux neufs,

N'GORE LAOUSSÉWAN, garde de 2^e classe, Mle 797, du peloton des travaux neufs.

d) au peloton des travaux neufs :

KADIOU, garde de 1^{re} classe, Mle 932, de la compagnie de milice.

Agrément d'agents stagiaires.

Sont agréés en qualité de stagiaires :

1^{re}) à la compagnie de milice :

à compter du :

5 mai 1933. — GOUDJO, (ex-tirailleur)

12 mai 1933. — ZINSSOU, (ex-tirailleur)

2^e) au centre de recrutement Sokodé :

à compter du :

16 mai 1933. — YAYA MANGO,

— — — PAKINDAM,

— — — DABRE,

— — — NIAMA,

— — — YACOUBI,

— — — ALAHI.

1^{er} juin 1933. — LAGBESSI,

— — — BABA,

— — — BELOUA,

— — — AKODA,

— — — ALAQUI,

— — — ADJOU,

— — — OUASSOU,

— — — FALLIGUE,

— — — DIATOUZ,

— — — DAHOUFAYE.

Police et sûreté

Par décision du :

13 mai 1933. — Sont affectés pour compter du 1^{er} mai 1933 au service de police et de sûreté les agents désignés ci-dessous :

KOMBATE, agent de 1^{re} classe N° Mle 646.

TIAMA II, agent de 2^e classe N° Mle 844.

KOUASSI II, agent de 2^e classe N° Mle 865.

KOUAMI AHIKPO, agent stagiaire.

KOUAKOU SOSSOU, agent stagiaire.

Sont affectés pour compter du 1^{er} mai 1933 à la police municipale de la commune-mixte de Lomé, les gradés et agents désignés ci-dessous :

TANO GA, sergent-chef N° Mle 392.

KOUABIZOU, sergent N° Mle 165.

BETTI, caporal-chef N° Mle 446.

DOHA DOTABA, caporal N° Mle 200.

KAYANSI, agent de 1^{re} classe N° Mle 714.

KOUASSI, agent de 1^{re} classe N° Mle 724.

KOYOHOU, agent de 1^{re} classe N° Mle 786.

GBATI, agent de 1^{re} classe N° Mle 917.

BOUKARI I, agent de 1^{re} classe N° Mle 921.

OUAYA DIAMA, agent de 1^{re} classe N° Mle 920.

ZANDJANAKOU, agent de 1^{re} classe N° Mle 800.

DJOBO, agent de 1^{re} classe N° Mle 922.

Esso II, agent de 1^{re} classe N° Mle 923.

LEGBA HOUNVODJI, agent de 2^e classe N° Mle 857.

NABILOA TOULEASSI, agent de 2^e classe N° Mle 766.

TABASSI BORA, agent de 2^e classe N° Mle 773.

MISSA, agent de 2^e classe N° Mle 775.

NASSI, agent de 2^e classe N° Mle 820.

ADJAVON Damién agent de 2^e classe N° Mle 828.

APPELETE Joseph, agent de 2^e classe N° Mle 831.

ZEKPA, agent de 2^e classe N° Mle 856.

MISSA II, agent de 2^e classe N° Mle 870.

ADJANOURE, agent de 2^e classe N° Mle 871.

KANKANDJA, agent de 2^e classe N° Mle 883.

HOUNDJO Martin, agent de 2^e classe N° Mle 885.

KEKEMISSA, agent de 2^e classe N° Mle 797.

KOUTOBA, agent de 2^e classe N° Mle 873.

SIGNON, agent de 2^e classe N° Mle 881.

DA SILVA Paul, agent de 2^e classe N° Mle 905.

SONIA, agent de 2^e classe N° Mle 918.

TAHIEVA, agent de 2^e classe N° Mle 919.

NAGON LAMBONI, agent de 2^e classe N° Mle 924.

BENGALEM, agent de 2^e classe N° Mle 925.

GNAMA, agent de 2^e classe N° Mle 926.

NASSANDJA, agent de 2^e classe N° Mle 927.

AZANTRE, agent de 2^e classe N° Mle 928.

BAHINA AHAMADA, agent de 2^e classe.

KODJO ALAGBE, agent de 2^e classe.

CHEF DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Par arrêté du :

17 mai 1933. — M. BAUCHE, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives est désigné comme chef du secrétariat général « ad hoc » pour siéger à la séance du conseil d'administration du 20 mai 1933.

COMMISSION

Par décision du :

20 mai 1933. — La commission prévue à l'art. 2 de l'arrêté du 7 novembre 1928, déterminant les conditions, épreuves et programmes des concours et examens institués pour le personnel indigène du service de santé, se réunira à Lomé le 1^{er} juin 1933, date fixée pour le concours au grade d'aide-médecin.

CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

Par arrêtés des :

11 mai 1933. — M. BERNARD, rédacteur principal de 1^{re} classe, licencié en droit, est nommé commissaire du gouvernement près le conseil du contentieux administratif en remplacement de M. DE SAINT ALARY, administrateur de 1^{re} classe des colonies.

17 mai 1933. — M. BAUCHE, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives, licencié en droit, est délégué à la présidence du conseil du contentieux administratif.

L'arrêté du 24 janvier 1931 est rapporté.

M. FOURSARD, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, licencié en droit, est nommé membre du conseil du contentieux administratif, en remplacement de M. BOUQUET, administrateur de 1^{re} classe des colonies.

CURATELLE AUX SUCCESSIONS ET BIENS VACANTS

Il est donné avis que par jugement du 3 mars 1933 le tribunal de première instance de Lomé a prononcé l'envoi en possession provisoire du domaine des successions vacantes ci-après :

1^o — Oke, militaire, né à Golo Djigbé (Dahomey) décédé à Sansanné-Mango le 19 octobre 1924.

Ladite succession présente un solde créancier de 199 frs. 32.

2^o — Ania, militaire, né à Konté, cercle de Sansanné-Mango en 1900, décédé à Fréjus le 5 mars 1925.

Ladite succession présente un solde créancier de 56 frs. 00.

3^o — Takba, militaire, né à Yaka (Togo) en 1898 décédé à Guiglo (Ht. Cavally) le 21 janvier 1919.

Ladite succession présente un solde créancier de 57 frs. 94.

Les personnes pouvant avoir des droits sur ces successions sont invitées à se faire connaître au curateur soussigné.

Lomé, le 25 avril 1933.

Le curateur, aux successions et biens vacants,

PEYROTTE.

DIPLOME D'APTITUDES PROFESSIONNELLES

Par arrêté du :

6 mai 1933. — Un centre d'examen pour l'obtention du diplôme d'aptitudes professionnelles des instituteurs du cadre secondaire de l'A. O. F. en service au Togo est institué à Lomé.

La commission de surveillance des épreuves écrites désignée par le Commissaire de la République est composée de la façon suivante :

Le chef du service de l'enseignement . . . *Président*
Un fonctionnaire des cadres supérieurs, }
Un instituteur du cadre supérieur du Togo, } *Membres*

Pour ce qui concerne les épreuves pratiques et orales, tout candidat admis aux épreuves écrites, seront dirigés sur Porto-Novo (Dahomey) pour y subir les dites épreuves.

DOMAINES

Avis de demande d'immatriculation

au livre foncier du cercle de Lomé

Suivant réquisition, n° 869, déposée le 3 mai 1933 le sieur Aloysus Kusugbo Kuleké profession d'acheteur de produits, demeurant et domicilié à Agbeluvhoé, cercle de Lomé, agissant au nom et pour son compte personnel a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, bâti,

consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier portant une construction en terre de barre couverte en tôles d'une contenance totale de 24 ares 61 centiares, situé à Agbeluvhoé, (cercle de Lomé) et borné au nord par terrain à Gabriel Sopolé, à l'est par terrain à Amoüssou, au sud par terrain à Aug. de Souza, à l'ouest par la route de Lomé à Atakpamé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Le conservateur de la propriété foncière,

PEYROTTE.

AVIS DE CONCOURS

Un concours pour six emplois d'inspecteurs auxiliaires de police aura lieu à Lomé les 17 et 18 juillet.

Par exception aux dispositions réglementaires, et pour ce concours seulement, les candidats qui ne seront pas titulaires du certificat de fin d'études complémentaires pourront être autorisés à en subir les épreuves.

ÉTAT DES PRINCIPAUX PRODUITS DU CRU EXPORTÉS PENDANT LE MOIS D'AVRIL 1933

PRODUITS	EXPORTATION mois d'Avril 1933	EXPORTATIONS TOTALES au 30 Avril	
		1933	1932
	Kg.	Kg.	Kg.
Maïs	14.148	45.552	34.936
Farine de manioc	36.409	121.907	44.423
Haricots	240	6.730	16.343
Ignames	26.811	89.293	133.267
Arachides en coques	5.615	32.820	44.747
Coprah	13.877	540.927	594.141
Amandes de palme	481.276	2.568.479	3.198.821
Café en fèves	392	18.149	15.600
Cacao	374.663	4.112.220	4.214.086
Piments	702	8.310	12.287
Huile de palme	11.363	153.437	385.158
Coton égrené	129.347	151.580	21.445
Kapok égrené	—	—	19.988
Beurre de karité	1.406	18.075	—
Graines de ricin	5	8.310	—

des Produits du Commerce transportés sur

TRANSPORTS

ANÉCHO	{ montée . descente.					T 0.104	T 0.792								
TOTAL						T 0.104	T 2.397								
PALIMÉ	{ montée. . descente.	T 0.076	T 0.052	T 0.390		T 2.168	T 1.906								
TOTAL		T 0.076	T 0.052	T 0.390		T 2.168	T 2.793								
ATAKPAMÉ	{ montée. . descente.	T 0.067		T 0.428		T 2.962	T 11.535								
TOTAL		T 0.067		T 0.428		T 3.032	T 17.355						T 0.023		
Du Hangar aux produits à la Douane													T 0.023		

ESPÈCE

les trois lignes pendant le 1^{er} Trimestre 1933

COMMERCIAUX G.V.

Farine de manioc	Coprah	Beurre de Karité	Maïs	Ignames	Kola	Haricots	Noix de coco	Arachide	Bananes	Bois	Riz	Oignons	Fruits du pays	Café	Kapock	Peaux	Caoutchouc	Poudre de chasse	Sisal	TOTAL
	T 0,400												T 2,900							T 8,816
	T 0,118												T 1,380							T 5,404
	T 0,518												T 4,280			T 0,290				T 14,020
									T 0,023				T 0,050			T 0,817				T 3,809
			T 0,070	T 0,075		T 0,160			T 12,533				T 1,125	T 0,849						T 15,856
			T 0,070	T 0,075		T 0,160			T 12,558				T 1,175	T 0,849		T 0,817				T 19,665
														T 0,025						T 6,110
													T 0,066							T 1,046
													T 0,066	T 0,025						T 7,158

ADMINISTRATIFS G.V.

																				T 0,886
																				T 1,605
																				T 2,501
																				T 4,582
					T 0,005									T 0,075						T 9,967
					T 0,005									T 0,075						T 5,589
																				T 14,992
															T 0,050		T 0,245	T 0,230	T 0,112	T 6,550
															T 0,050		T 0,245	T 0,230	T 0,112	T 21,542

des Produits du Commerce transportés sur

[illegible]

ESPECE

les trois lignes pendant le 1^{er} Trimestre 1933

ADMINISTRATIFS P. V.

Farine de manioc	Coprah	Beurre de Karité	Maïs	Ignames	Kola	Haricots	Noix de coco	Arachide	Bananes	Bois	Riz	Oignons	Fruits du pays	Café	Kapok	Porcs	Caoutchouc	Poudre de chasse	Service	TOTAL
																				T 1.113,371
								T 1,054										T 0,040		T 27,617
								T 1,054										T 0,040		T 27,617
T 0,992				T 2,000				T 1,054										T 0,040		T 466,191
T 0,992				T 2,000				T 1,054										T 0,040	T 0,099	T 165,528
																		T 0,040	T 0,099	T 631,719

Lomé, le 15 Mai 1933

Le Chef du Bureau du Contrôle,
BONNARDLe Chef du Service de l'Exploitation,
BLANCHARD